

On ne change pas une politique qui perd

Vendredi 18 septembre 2015 par Ouri Wesoly

Pour conserver les territoires occupés, le gouvernement israélien semble prêt à tout sacrifier : ses relations internationales, son image, sa crédibilité et même les alliés dont dépend son économie et sa sécurité.



Une seule priorité : la Cisjordanie et ses colonies

525 voix pour, 70 contre et 31 abstentions. Voilà comment, ce 10 septembre, le Parlement européen a infligé au gouvernement israélien une défaite diplomatique majeure. Un score sans appel pour une motion exigeant un «*étiquetage correct des produits des colonies israéliennes* ».

Un 3^{ème} échec après celui subi aux États-Unis sur le traité nucléaire avec l'Iran et le revers à l'ONU sur le droit des Palestiniens à arborer leur drapeau.. Avec un tel bilan, dans n'importe quel autre pays, la tête du Ministre des Affaires Étrangères aurait valsé.

Pas en Israël : le poste est occupé par B. Netanyahou qui n'a aucune intention de se renvoyer lui-même. D'autant que personne sans doute dans le pays n'aurait pu faire mieux que lui avec une diplomatie paralysée par la seule véritable priorité du gouvernement :

La Cisjordanie d'abord et avant tout. Avant Israël lui-même puisqu'il semble prêt à lui sacrifier l'appui de la 1^{ère} puissance mondiale, pourtant son unique soutien militaire, financier, diplomatique... Avant ses liens avec l'Europe, son 1^{er} partenaire commercial aussi.

Une attitude qui condamne la diplomatie israélienne à ne livrer que des batailles de retardement puis à reculer une fois qu'elle les a perdues. Comme dans cette guerre de l'étiquetage. Comment négocier et convaincre alors que l'État juif se contredit lui-même ?

Jérusalem marque les produits des colonies comme « made in Israël » alors qu'il considère que les territoires conquis en 1967 sont « *disputés* », « *discutés* », « *contestés* » voire « *libérés* ». Mais en aucun cas qu'ils sont légalement israéliens....

Et cela, alors l'UE, comme tous les pays du monde, États-Unis y compris, estime que l'ensemble des colonies de Cisjordanie, de Jérusalem-Est ou du Golan sont illégales. En guise de réplique, le gouvernement israélien a recouru à une rhétorique creuse:

Si l'Europe agit de la sorte, ce serait parce qu'elle a toujours été antisémite et qu'elle l'est davantage encore aujourd'hui par peur des musulmans qui l'envahissent. Un argument qui ne risque pas de convaincre et qui, en plus, ne tient pas la route une seconde.

Si les dirigeants de l'UE ou ceux des 28 États membres étaient antisémites ou même antisionistes, ils ne seraient pas les premiers partenaires commerciaux d'Israël, ils ne lui accorderaient pas de tarifs préférentiels ni une foule d'autres avantages.

Si l'UE était antisémite ou antisioniste, les produits des colonies n'y circuleraient plus depuis longtemps. C'est ce qui est arrivé à ceux de Crimée, le lendemain du jour où elle a été annexée par la Russie. La réalité, c'est que l'Europe soutient l'État juif dans tous les domaines depuis des décennies.

L'application d'une décision prise... en 2005

Et c'est en traînant des pieds qu'elle s'est résignée à cesser de le faire face à l'intransigeance du gouvernement israélien. Car la décision de distinguer les produits des colonies de ceux d'Israël date de ... 2005. Depuis, l'UE n'a cessé de négocier avec Israël sur la question.

Elle lui a proposé des compromis, lui a donné du temps pour régler la question palestinienne. Ce n'est qu'en décembre 2012 qu'elle a réaffirmé sa volonté de mettre en œuvre « *la législation européenne (...) concernant les biens produits dans les colonies* ».

Une décision immédiatement reportée à la demande des Américains : il ne fallait pas compromettre la relance des négociations israélo-palestiniennes entamée par le Secrétaire d'État John Kerry en 2013.

Celles-ci ayant échoué, l'Europe a réitéré avertissements et conseils tout en prenant quelques

sanctions mineures contre les colonies afin de montrer que les choses devenaient sérieuses. En février 2014, l'Allemagne a ainsi cessé de subventionner les sociétés high-tech des colonies.

Début 2015, l'UE n'a plus reconnu les services vétérinaires des territoires occupés, interdisant l'importation en Europe de poulets et de produits laitiers. De même en juin pour les œufs (Fin 2015, ce sera au tour du vin et des cosmétiques).

Début juillet, un ultime conseil, une quasi supplication, est venue de Lubomír Zaorálek, le ministre tchèque des A.E. lors d'une visite à Jérusalem : « *En tant qu'ami proche d'Israël, je me dois de vous dire que si la situation ne change pas, il sera difficile de maintenir notre position* ».

En vain, comme de bien entendu. Le vote a donc eu lieu mais, même à présent, rien n'est encore fait et B. Netanyahu aurait encore le temps de réagir : la motion du Parlement n'est pas contraignante et la majorité des États européens ne l'appliquera pas.

Par contre, elle pèsera sur la Commission européenne* qui s'est saisie du sujet et dont les décisions seront, elles, contraignantes... Mais qu'a répondu le 1^{er} Ministre ? Par de nouvelles attaques sur le mode : « *Sa haine d'Israël mènera l'Europe à sa perte* ».

Plus le pourtant très usé recours à Hitler : « *Les nazis aussi ont aussi étiqueté les produits juifs* ». Il a aussi annoncé qu'il était prêt à rencontrer M. Abbas « *pour une négociation sans conditions préalables* ». Et certes, B. Netanyahu est tout à fait disposé à négocier le temps qu'il faudra.

Si possible, jusqu'à ce que la colonisation ait supprimé l'objet même de la négociation. Et sans la moindre intention d'aboutir ou seulement de progresser. Le voudrait-il même qu'il ne le pourrait pas.

A la moindre concession sérieuse, Naftali Bennett, le chef de « Maison juive », le parti des colons, ferait tomber le gouvernement qui ne dispose que d'une voix de majorité au Parlement. Israël s'est condamné à ne pas changer une politique qui perd.

**Commission européenne : instance de l'Union composée de 28 commissaires, actuellement présidée par le Luxembourgeois J.C. Juncker. Elle propose et met en œuvre les politiques communautaires (Source : Wikipédia)*

Voir également :

<http://www.cclj.be/actu/israel/avenir-dore-israel>